



Assemblée générale

Soixante et onzième session

67^e séance plénière

Jeudi 22 décembre 2016, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Thomson (Fidji)

M^{me} Young (Belize), Vice-Présidente, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 14 de l'ordre du jour (suite)

Culture de paix

Projet de résolution (A/71/L.43)

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :

Les membres se souviendront que l'Assemblée générale a examiné le point 14 de l'ordre du jour à sa 63^e séance plénière, le 15 décembre 2016.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, qui va présenter le projet de résolution A/71/L.43.

M. Munir (Pakistan) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir et le grand honneur de m'associer à la délégation des Philippines pour présenter le projet de résolution intitulé « Promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix », publié sous la cote A/71/L.43. Je remercie tous les États Membres qui ont pris une part active aux négociations sur le projet cette année et ont enrichi son contenu grâce à leurs suggestions constructives. Nous savons gré à l'UNESCO de son rôle de chef de file sur cette question, ainsi qu'à l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies de sa précieuse contribution à la promotion du dialogue entre les

religions et les cultures aux niveaux national, régional et international.

Présentée pour la première fois en 2004, la résolution sur la promotion du dialogue entre les religions trouve son origine dans notre conviction partagée qu'une meilleure entente et un plus grand respect de la diversité sont le meilleur moyen d'instaurer la paix mondiale. Le monde contemporain est accablé par des conflits destructeurs, nouveaux et anciens, qui sont alimentés par de vieilles suspensions et une méfiance persistante entre les lignes de fractures religieuses et civilisationnelles. Outre qu'ils provoquent de grandes souffrances humaines et d'immenses pertes économiques, ces conflits empêchent des relations amicales et une coopération socioéconomique entre les divers pays et régions du monde.

On observe aussi une tendance croissante à la xénophobie et à l'intolérance religieuse, ainsi que l'apparition de nouvelles idéologies extrémistes dans différentes parties du monde. La méfiance grandissante peut en grande partie s'expliquer par le manque croissant de compréhension et de tolérance entre les diverses religions et civilisations. Les groupes terroristes et extrémistes exploitent ce fossé pour propager leurs ambitions toxiques. Il est donc impératif pour nous tous de renforcer les mécanismes et les initiatives en vue de promouvoir le dialogue et l'entente entre toutes les religions et civilisations, afin de rétablir l'harmonie et de renforcer la coopération au service de la paix et du développement.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

16-45861(F)



Document adapté

Merci de recycler



Malgré leurs différences, les religions et les cultures ont beaucoup en commun, ce qui devrait être de fait un facteur d'union. La diversité culturelle peut se transformer en force positive pour la promotion de la coopération, du développement socioéconomique et de l'harmonie. Le projet de résolution s'inscrit aussi dans la droite ligne du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont l'un des objectifs est de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques aux fins du développement durable. Pour y parvenir, il va nous falloir conjuguer nos efforts afin d'éliminer les préjugés, les *a priori* et les stéréotypes et d'entamer un dialogue sincère et constructif à tous les niveaux entre les différentes cultures et religions. Ce dialogue doit être mené de façon structurée, intervenir à plusieurs niveaux et être ouvert à tous. Il doit réunir les chefs communautaires et religieux, la société civile et les milieux universitaires. L'objectif ultime du dialogue doit être de prévenir les conflits et de promouvoir la paix et l'harmonie grâce à une meilleure entente, à la modération et à une culture mondiale de paix.

Nous sommes convaincus qu'un dialogue renforcé et une meilleure entente peuvent nous permettre d'atteindre l'objectif d'un monde divers mais néanmoins harmonieux et pacifique, solidement ancré sur les piliers que sont la coexistence pacifique et l'unité dans la diversité. Nous espérons que l'Assemblée générale apportera une nouvelle fois son soutien unanime au projet de résolution.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant examiner le projet de résolution A/71/L.43.

Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

M. Nakano (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : Je voudrais indiquer que, depuis le dépôt du projet de résolution A/71/L.43, outre les délégations énumérées dans le document, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Autriche, Bahamas, Bangladesh, Cameroun, Chili, Chine, Érythrée, Espagne, Guatemala, Italie, Liban, Madagascar, Mongolie, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suriname, Tadjikistan, Timor-Leste, Togo et Tunisie.

Je précise également que la République de Corée n'est pas coauteur du projet de résolution.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de

résolution A/71/L.43, intitulé « Promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix ».

Un vote enregistré séparé a été demandé sur le paragraphe 9 du projet de résolution A/71/L.43. Y-a-t-il des objections?

Le représentant du Pakistan a demandé la parole. Je la lui donne.

M. Munir (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous faisons objection à cette demande de vote séparé sur le paragraphe 9 du projet de résolution A/71/L.43, conformément à l'article 89 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'article 89 se lit comme suit :

« S'il est fait objection à la demande de division, la motion de division est mise aux voix. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion de division n'est accordée qu'à deux orateurs pour et deux orateurs contre. »

Y-a-t-il des délégations qui souhaitent s'exprimer sur la motion de division?

Je donne la parole au représentant de l'Arménie.

M. Samvelian (Arménie) (*parle en anglais*) : L'Arménie a demandé un vote enregistré sur le paragraphe 9 pour faire connaître son objection à ce paragraphe. Nous insistons pour qu'il soit mis aux voix.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Munir (Pakistan) (*parle en anglais*) : Depuis plus d'une décennie, les Philippines et le Pakistan défendent la résolution sur la promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix. L'un des piliers de cette résolution est le rôle que joue l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies dans la promotion d'une meilleure compréhension et d'un plus grand respect entre les civilisations, cultures, religions et croyances. Il est donc regrettable qu'une motion visant à supprimer le paragraphe 9 du projet de résolution A/71/L.43, relatif au septième Forum de l'Alliance des civilisations, ait été déposée. J'appelle l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'il s'agissait d'un événement organisé par l'ONU, par conséquent cet appel à voter sur le paragraphe 9 pour obtenir sa suppression est contraire aux conclusions mêmes de la conférence. J'informe par conséquent

l'Assemblée que nous appelons tous les États Membres à voter contre la suppression du paragraphe 9 du projet de résolution.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole à la représentante des Philippines.

M^{me} Natividad (Philippines) (*parle en anglais*) : Les Philippines regrettent qu'une motion de division ait été déposée au titre de l'article 89 concernant le paragraphe 9 du projet de résolution A/71/L.43.

Le paragraphe 9 accueille avec satisfaction la Déclaration de Bakou adoptée lors du septième Forum de l'Alliance des civilisations, qui s'est réuni en avril. Cette déclaration promeut, entre autres choses, une culture de paix par le dialogue entre les religions et les cultures, ce qui est l'essence même du projet de résolution A/71/L.43 dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Le paragraphe 7 de la Déclaration de Bakou souligne « l'importance du respect et de la compréhension de la diversité culturelle et religieuse ». Elle encourage les activités qui favorisent la tolérance, le respect du dialogue et la coopération en vue de promouvoir une culture de paix et de non-violence aux niveaux national, sous-régional, régional et international. La résolution a été adoptée par consensus lors des précédentes sessions de l'Assemblée parce que nous croyons tous et sommes tous attachés à la valeur du dialogue pour favoriser une meilleure entente et une plus grande tolérance entre nos diversités culturelles, religieuses, linguistiques et ethniques.

Nous devons accueillir avec satisfaction la Déclaration de Bakou adoptée à l'issue du septième Forum de l'Alliance des civilisations cette année, tout comme nous l'avons fait pour la Déclaration de Vienne, adoptée au cinquième Forum de l'Alliance des civilisations des Nations Unies en 2013 et pour la Déclaration de Bali, adoptée au sixième Forum en 2014. Ces déclarations appellent à la mise en œuvre d'activités qui contribuent à la promotion du dialogue entre les religions et les cultures au service de la paix. Nous devons préserver et encourager la dynamique suscitée par la Déclaration de Bakou, en particulier compte tenu des conflits et de la violence dont nous sommes témoins chaque jour.

Le Forum de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies est un événement de l'ONU qui réunit les chefs d'État et de gouvernement, les ministres et les hauts responsables de 119 États Membres, ainsi que de nombreuses organisations partenaires, qui,

ensemble, composent le Groupe des amis de l'Alliance et œuvrent à un monde plus pacifique, plus ouvert et plus inclusif sur le plan social en renforçant le respect mutuel entre des peuples ayant des identités culturelles et religieuses différentes.

Nous nous sommes efforcés de prendre en considération les vues, les préoccupations, les suggestions et les contributions de nombreuses délégations dans le cadre de consultations publiques, inclusives et transparentes. Saluons donc tous les efforts et toutes les initiatives qui contribuent à nos aspirations et à nos objectifs communs, à savoir l'instauration et la pérennisation de la paix, y compris la Déclaration de Bakou mentionnée au paragraphe 9 du projet de résolution.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : En application de l'article 89, je vais maintenant mettre aux voix la motion de division.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Arménie

Votent contre :

Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Kiribati, Lesotho, Lettonie, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande

du Nord, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Turquie, Uruguay, Viet Nam

S'abstiennent :

France, Maurice, Nigéria, Palaos

Par 116 voix contre une, avec 4 abstentions, la motion de division du projet de résolution est rejetée.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :

Nous allons maintenant passer au projet de résolution dans son ensemble. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter le projet de résolution A/71/L.43 pris dans son ensemble?

Le projet de résolution A/71/L.43, pris dans son ensemble, est adopté (résolution 71/249).

[La délégation du Koweït a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter contre.]

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :

Avant de donner la parole au titre des explications de vote, je rappelle également aux délégations que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Samvelian (Arménie) (*parle en anglais*) :

L'Arménie reconnaît et comprend pleinement l'importance de la résolution 71/249, intitulée « Promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix », et salue les efforts déployés par ses principaux auteurs. Mon pays est convaincu qu'un tel dialogue renforcerait la paix et la stabilité sociale, ainsi que le respect de la diversité aux niveaux mondial, régional, national et local, et favoriserait un climat propice à la paix et à la compréhension mutuelle. Nous sommes d'avis que le dialogue interreligieux et interculturel doit avoir pour but de promouvoir la cohésion sociale, la paix et le développement et de condamner avec force la xénophobie, le racisme et la discrimination sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations.

L'Arménie s'est engagée dans les négociations sur la résolution de bonne foi et dans un esprit de coopération. Nous n'avons ménagé aucun effort pour parvenir à un véritable consensus. Mais les négociations étaient bien éloignées de tels objectifs en raison de certaines vues intransigeantes. Dès le début des consultations,

l'Arménie n'a cessé d'exprimer ses réserves vis-à-vis du paragraphe 9, notamment à propos du pays hôte du septième Forum de l'Alliance des civilisations.

L'Arménie n'a cessé d'alerter les rédacteurs quant à la haine continue envers les Arméniens et « l'Arméniophobie » cautionnées par le Gouvernement azerbaïdjanais, lesquelles ont culminé dans une agression à grande échelle contre la population du Haut-Karabakh, lancée par l'Azerbaïdjan au début du mois d'avril, quelques semaines à peine avant l'ouverture du Forum de l'Alliance des civilisations à Bakou. Les plus hautes autorités azerbaïdjanaises se sont servies du Forum pour se livrer à de la propagande et exprimer leur xénophobie et leur haine à l'encontre de l'Arménie. Les actions et les politiques de l'Azerbaïdjan constituent des violations flagrantes des objectifs de l'Alliance et de cette résolution,

Malheureusement, les efforts visant à parvenir à un consensus sur la résolution ont échoué. C'est pourquoi, dans ces circonstances, l'Arménie avait demandé un vote enregistré sur le paragraphe 9 de la résolution, et si ce vote avait eu lieu, l'Arménie aurait voté contre. L'Arménie se dissocie également de la résolution.

M. Dolbow (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis sont fermement convaincus de la nécessité d'encourager une culture de la paix par la promotion de la justice, de la démocratie, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que par le rejet de la violence et l'examen des causes profondes des conflits. Nous sommes encouragés par les efforts consensuels visant à promouvoir la tolérance, le dialogue, la réconciliation et le respect de la diversité culturelle.

En tant que nation multiethnique, multiculturelle et multireligieuse, nous croyons aussi que le dialogue, la compréhension et la coopération entre individus d'horizons divers sont importants pour le développement de relations pacifiques et harmonieuses entre l'ensemble des peuples et des nations. Les États-Unis comprennent bien que le terrorisme et l'extrémisme violent n'ont aucun fondement dans la religion. En effet, nous croyons que les organisations religieuses et le dialogue interreligieux qui favorisent une culture de la paix représentent des éléments essentiels à la prévention de l'extrémisme violent.

Il est donc regrettable que la résolution 71/249 ne tire pas parti des possibilités offertes par les recommandations

du Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent. Les États Membres ont approuvé les recommandations figurant dans ce Plan au paragraphe 40 de la résolution 70/291, lorsqu'ils ont recommandé que les États Membres envisagent de les mettre en œuvre. Au cours des dix dernières années, les États Membres ont appelé à un meilleur équilibre entre tous les piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, et les recommandations et le Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent constituent un cadre pratique pour mettre en œuvre le premier pilier, qui traite des conditions propices à la propagation du terrorisme. La reconnaissance des liens existant avec les questions traitées dans les recommandations du Plan d'action aurait permis aux États Membres et à l'ONU de tirer parti des investissements qui sont faits pour mettre en œuvre les recommandations dudit Plan d'action.

Nous comprenons bien aussi que la Chine ait organisé des activités sous l'égide de l'initiative « Une Ceinture et une Route » qui, dit-elle, peut contribuer à promouvoir les liens entre les peuples. Comme nous l'avons indiqué précédemment, tous les renseignements disponibles semblent indiquer que cette initiative est avant tout une stratégie économique axée sur l'expansion des investissements dans l'infrastructure de la Chine. Si l'initiative « Une Ceinture et une Route » a des ambitions plus larges de renforcer les liens entre les peuples et de promouvoir la compréhension mutuelle et la coopération, nous encourageons la Chine à veiller à ce que cet élément, y compris le respect des cultures, des besoins et des vœux des pays bénéficiaires, soit incorporé dans tous les projets qu'elle développe dans ce cadre. Comme pour toute initiative de ce type, nous espérons que les projets de la Chine à travers l'initiative « Une Ceinture et une Route », qu'ils soient d'ordre économique et/ou culturel, soient conformes aux normes mondiales, aux engagements de la Chine en matière de droits de l'homme et aux besoins des pays bénéficiaires.

Enfin, nous comprenons que cette résolution réaffirme la reconnaissance de la part de la communauté internationale que l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans son ensemble, constitue le cadre international pour la protection de la liberté d'expression. Les États-Unis réaffirment leur position bien connue selon laquelle l'exercice du droit à la liberté d'expression doit bénéficier d'une protection maximale et de notre soutien aux libertés de religion et d'expression, y compris le respect du droit à la liberté de pensée et de conscience ou croyance.

À cet égard, nous sommes déçus que le paragraphe 10 ne mentionne pas expressément l'extrémisme, un terme qui peut être appliqué subjectivement à certains groupes et pourrait être utilisé pour supprimer l'exercice des libertés d'expression et de conscience, ainsi que les autres droits de l'homme et les libertés fondamentales contre l'extrémisme violent, auquel nous sommes universellement exposés. Si la résolution reflétait nos modifications, nous pensons que les droits de l'homme auraient été mieux protégés et que cela aurait contribué à ce que les mesures prises par les États Membres pour lutter contre l'extrémisme violent ne soient pas contre-productives.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 14 de l'ordre du jour.

Point 126 de l'ordre du jour (*suite*)

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres

n) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

Projet de résolution (A/71/L.46)

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Les membres se souviendront que l'Assemblée générale examiné le point 126 de l'ordre du jour et ses sous-points a) à z) à sa 48^e séance plénière, le 21 novembre 2016.

Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas, qui va présenter le projet de résolution A/71/L.46.

M. Van Oosterom (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/71/L.46, intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ». Les Pays-Bas, qui sont le pays hôte de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), présentent ce projet au nom d'une quarantaine de coauteurs.

L'objectif de ce texte biennal est de souligner l'importance de la poursuite de la coopération entre l'ONU et l'OIAC. L'OIAC contribue à la paix et à la sécurité internationales en vérifiant la destruction des stocks d'armes chimiques, en s'employant, au moyen d'inspections industrielles, à prévenir la réémergence des armes chimiques, et en promouvant l'utilisation de la chimie à des fins pacifiques dans les activités non proscrites par la Convention sur les armes chimiques,

grâce à la coopération et à l'assistance internationales, entre autres choses.

À l'heure actuelle, les États membres de l'OIAC représentent environ 98 % de la population mondiale et de la masse terrestre et 98 % de son industrie chimique. Le Secrétariat technique de l'OIAC, de concert avec les États parties, continuera à œuvrer pour parvenir à sa pleine universalité. Le projet de résolution d'aujourd'hui est une mise à jour de la résolution 69/14 en date du 11 novembre 2014 et reflète l'évolution concrète de la situation depuis.

Bien qu'un vote ait été demandé, nous continuons d'espérer que le projet de résolution pourra être adopté à l'unanimité. Nous sommes fermement convaincus que le projet dont nous sommes saisis est factuel et reflète de façon équilibrée les différentes positions des États Membres. Nous invitons donc les délégations à appuyer le projet de résolution dans un esprit de compromis et de coopération.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant examiner le projet de résolution A/71/L.46.

Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

M. Nakano (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : J'annonce que, depuis le dépôt du projet de résolution A/71/L.46, outre les délégations énumérées dans le document, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Andorre, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Islande, Liechtenstein, Malte, Monténégro, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin et Suisse.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/71/L.46 intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ». Un vote enregistré a été demandé. Un vote enregistré séparé a été demandé sur le paragraphe 4. S'il n'y a pas d'objection à cette demande, je vais d'abord mettre aux voix le paragraphe 4 du projet de résolution A/71/L.46.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan,

Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Oman, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam

Votent contre :

Arabie saoudite, Émirats arabes unis

S'abstiennent :

Algérie, Chine, Cuba, Équateur, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Iraq, Kazakhstan, Liban, Maurice, Nicaragua, Nigéria, Philippines, République arabe syrienne, Soudan, Soudan du Sud, Suriname, Tadjikistan, Venezuela (République bolivarienne du)

Par 113 voix pour contre 2, avec 19 abstentions, le paragraphe est maintenu,

[Les délégations de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.]

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution A/71/L.46 pris dans son ensemble.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Néant

Par 145 voix contre zéro, le projet de résolution A/71/L.46, pris dans son ensemble, est adopté (résolution 71/250).

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :

Avant de donner la parole aux représentants qui souhaitent s'exprimer au titre des explications de vote sur la résolution qui vient d'être adoptée, je rappelle également aux délégations que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Rivero Rosario (Cuba) (*parle en espagnol*) :

Cuba souhaite expliquer son vote sur la résolution 71/250, intitulée « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ».

En tant qu'État partie à la Convention sur les armes chimiques, nous sommes favorables à une coopération continue et effective entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Le maintien de la pratique consistant à adopter la résolution par consensus est bénéfique pour les relations de coopération existant entre les deux organisations et aidera à rétablir l'unité traditionnelle des États sur son texte et à éviter toute tentative visant à provoquer une confrontation et une politisation plutôt que l'esprit de coopération et d'appui que l'Organisation apporte à l'OIAC. À notre avis, il n'est pas productif que la résolution contienne des références aux résolutions du Conseil de sécurité ou à un État particulier. À l'avenir, nous devrions nous efforcer de préserver le but et la nature de cette résolution.

M. Luque Márquez (Équateur) (*parle en espagnol*) : L'Équateur, en tant qu'État partie à la Convention sur les armes chimiques, appuie fermement la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), dans le respect de leurs différents domaines de compétence et du caractère hautement technique de l'OIAC. C'est pourquoi la délégation équatorienne a voté pour la résolution 71/250 dans son ensemble. Cependant, nous nous sommes abstenus dans le vote sur le paragraphe 4 de la résolution afin d'exprimer notre souhait de voir une plus grande souplesse dans la rédaction de cette résolution qui s'oppose de fait à une demande formulée par une autre délégation au cours des consultations qui nous semblait tout à fait raisonnable et n'avait aucune incidence sur la teneur du paragraphe. Il est fort probable que cette flexibilité dans le projet de

texte aurait permis d'adopter la résolution sans avoir à voter.

L'Équateur regrette une nouvelle fois que des passages contestés soient désormais insérés dans les projets de résolution relatifs à des instruments universels et qui sont traditionnellement adoptés par consensus. Ce faisant, on transforme des résolutions procédurales en résolutions politiques, ce qui fait qu'il est pratiquement impossible de les adopter sans recourir au vote. Ce n'est pas là la manière de préserver le consensus. Il est indispensable de revenir à des formulations qui reflètent l'opinion de tous.

M. Denктаş (Turquie) (*parle en anglais*) : La Turquie attache la plus haute importance au travail de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et à sa coopération avec l'ONU. Le mécanisme de coopération le plus récent, le plus utile et peut-être le plus approfondi entre ces deux organisations est sans aucun doute le Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU. Créer pour enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques en Syrie, le Mécanisme a déterminé que les forces armées syriennes étaient à l'origine de l'utilisation de telles armes dans trois cas; et Daech dans un cas. Les troisième (S/2013/774, annexe) et quatrième (S/2014/52, annexe) rapports du Mécanisme décrivent en détail la manière dont ces attaques ont été menées.

Pendant les consultations sur la résolution 71/250, nous avons demandé qu'une brève description du mandat du Mécanisme et une référence aux troisième et quatrième rapports susmentionnés soient incluses dans le texte. Mais la résolution qui a été adoptée ne contient ni l'une ni l'autre. Nous estimons par conséquent qu'elle ne reflète pas de manière exacte et suffisante les faits sur le terrain. Nous avons néanmoins voté pour le maintien du paragraphe 4 et pour la résolution prise dans son ensemble en signe de l'importance que nous accordons à la coopération entre l'OIAC et l'ONU. Nous voudrions toutefois ici indiquer solennellement que nous comptons qu'un texte de meilleure facture sera adopté l'année prochaine. Nous tenons aussi à redire que nous comptons sur le fait que les responsables de ces crimes seront traduits en justice.

M. Sergeev (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Bien que la résolution 2209 (2015) du Conseil de sécurité ait été adoptée par consensus, nous ne jugeons pas approprié d'y faire référence dans la résolution 71/250. Contrairement à la résolution 2235 (2015) du Conseil, la résolution 2209 (2015) ne porte pas directement sur la coopération entre l'Organisation pour l'interdiction des

armes chimiques (OIAC) et l'ONU. En outre, loin de se limiter uniquement au dossier syrien, la coopération entre ces deux organisations internationales est multiple. La référence au Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU, qui figure au paragraphe 3 de la résolution adoptée aujourd'hui, rend le paragraphe 4 superflu, mais s'explique par le fait que certains États, de par leurs intérêts géopolitiques, entendent politiser toutes les questions relatives à la Syrie. Le processus de démilitarisation des armes chimiques en Syrie a pu être mené à bien grâce à la volonté politique de Damas et à l'appui de la communauté internationale tout entière. Les théories du complot à cet égard sont totalement déplacées.

M. Hallak (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : La République arabe syrienne est membre de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et participe de manière assidue à ses réunions et débats. Depuis notre adhésion à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, nous avons toujours veillé à respecter les conditions du processus d'adhésion et à appliquer sans attendre les décisions du Conseil exécutif. Nous avons également fourni de manière constructive toutes les formes de coopération possibles aux experts de l'OIAC et de l'ONU, ce qui a été salué à de nombreuses reprises par ces deux organisations et par l'opinion publique internationale.

Le Gouvernement de la République arabe syrienne condamne l'utilisation d'armes de destruction massive ou d'armes chimiques, en tout temps et en tout lieu. Nous estimons que c'est un acte inacceptable, immoral et répréhensible. C'est pourquoi, nous avons toujours aspiré à la création d'un Moyen-Orient exempt de toutes armes de destruction massive, en particulier d'armes nucléaires. J'en veux pour preuve le fait que nous avons dénoncé l'emploi d'armes chimiques et adhéré à la Convention sur les armes chimiques et que nous avons présenté au Conseil de sécurité en 2003, durant notre mandat de membre non permanent, un projet de résolution en faveur de la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive et d'armes nucléaires. Malheureusement, nos efforts se sont heurtés à l'époque au veto d'un membre permanent du Conseil, qui voulait protéger ainsi les armes de destruction massive et les armes nucléaires détenues par Israël.

Le texte de la résolution 71/250 est de nature purement routinière, procédurale et technique et a traditionnellement rallié le consensus. Or, depuis qu'en 2014, certains États ont décidé de politiser ce texte, il fait systématiquement l'objet d'un vote. De nos jours, il nous faut sans cesse repousser de nouvelles tentatives de politiser les projets de résolution purement procéduraux et routiniers par l'introduction de sujets controversés. La question qui se pose ici est la suivante : l'objectif de cet États est-il d'adopter les projets de résolution par vote ou par consensus? Il est clair que certains font toujours l'amalgame entre plusieurs questions et refusent de distinguer les questions techniques des questions politiques.

Plusieurs États tentent de manière hystérique de politiser la résolution sur l'OIAC pour en faire un texte qui cible certains États donnés, à commencer par la Syrie. Cette manière partielle de procéder est d'autant plus déplacée que la Syrie est un État partie à la Convention sur les armes chimiques et un membre de l'OIAC. Cette politique sélective et ces allégations insidieuses qui visent certains États au Moyen-Orient relèvent de l'imposture. Ceux qui prétendent s'intéresser à la sécurité et à la stabilité des peuples de la région doivent prouver leur crédibilité, en s'opposant aux violations systématiques du droit international et de la Charte des Nations Unies que commet Israël.

Ma délégation, avec d'autres, s'est efforcée de parvenir à un projet de résolution équilibré, qui suscite le consensus et reflète la tendance positive que représente l'élimination des armes chimiques en Syrie. Mais les coauteurs du texte ont refusé d'entendre nos préoccupations et persisté à vouloir politiser la résolution. Au lieu de cela, ils auraient mieux fait de condamner la mise au point, la fabrication et l'utilisation d'armes chimiques par des groupes terroristes armés, lesquels bénéficient pour cela de l'appui sans faille de certains États. Telle est la vraie menace qui pèse sur l'avenir de l'humanité.

Les résolutions sur la coopération entre l'ONU et les autres organisations internationales n'ont jamais fait référence à aucun État précis. Pourquoi la République arabe syrienne est-elle pointée du doigt dans la résolution 71/250, surtout après l'exploit sans précédent dans l'histoire de l'OIAC qui a été accompli, grâce à la coopération du Gouvernement syrien? Ces États auraient dû remercier le Gouvernement syrien pour sa coopération. Nous demandons encore une fois que les tentatives de politiser cette question cessent. Nous nous

sommes abstenus dans le vote sur le paragraphe 4 de la résolution pour les raisons qui viennent d'être exprimées.

En ce qui concerne l'explication de vote faite par le représentant de la Turquie, chacun sait désormais que du sarin a été transféré vers la Turquie, avec son aval, en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Des armes nucléaires ont été testées sur des animaux dans la ville turque de Gaziantep. Nous voudrions demander au représentant de la Turquie de nier la véracité de ces allégations, d'autant plus que 12 terroristes en possession de gaz sarin ont été arrêtés en Turquie avant d'être libérés.

Les rapports des commissions techniques chargées de la lutte contre le terrorisme doivent signaler la complicité des autorités turques, qui contribuent au transport d'armes chimiques vers la Syrie. Tout le monde sait que la Turquie aide les groupes terroristes en leur fournissant des armes classiques et non classiques. En juillet et août, la Turquie a facilité le transfert de 14 tonnes de substances toxiques provenant de ce pays, y compris du phosphore jaune. Le Gouvernement turc a été impliqué dans plusieurs incidents liés à l'utilisation d'armes chimiques dans mon pays.

M. Robotjazi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Nous aurions souhaité que la résolution 71/250 sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, puisse être adoptée sans être mise aux voix. Malheureusement, cela n'a pas été possible parce que les auteurs de la résolution n'ont pas tenu compte des vues de toutes les délégations concernées de manière inclusive. Bien que ma délégation ait appuyé la résolution dans son ensemble, elle s'est abstenue dans le vote sur le paragraphe 4 car celui-ci mentionne un document du Conseil de sécurité qui n'est pas en rapport avec l'objet de la résolution. Il est regrettable que cette référence inacceptable et manifestement politique ait été inscrite dans le texte, en dépit des réserves et des objections exprimées par certaines délégations. Nous prions instamment les auteurs de la résolution de prendre note de son caractère technique et de s'abstenir de la politiser.

M^{me} Chan Shum (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La République bolivarienne du Venezuela souhaite expliquer son vote après le vote sur la résolution 71/250, relative à la coopération entre l'ONU et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

En tant qu'État partie à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, nous rejetons l'utilisation de ces armes quelle que soient les circonstances. Néanmoins, notre délégation a décidé de s'abstenir dans le vote sur le paragraphe 4 car, comme notre délégation l'a exprimé lors de l'adoption, le 6 mars 2015, de la résolution 2209 (2015) du Conseil de sécurité sur les armes chimiques en Syrie, cette résolution porte atteinte aux résultats de l'enquête menée par l'OIAC en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, nous pensons qu'il est nécessaire que l'enquête soit conclue afin de déterminer qui est responsable de la commission de ces actes, ce qui permettrait de déterminer si les violations alléguées de la Convention sur les armes chimiques ont été commises.

En outre, nous tenons à souligner que notre délégation salue et soutient pleinement la coopération entre l'ONU et l'OIAC. Toutefois, nous sommes convaincus que la mise en œuvre intégrale des dispositions de la Convention sur les armes chimiques nécessite la participation active de tous les États parties et la coopération des organisations internationales compétentes. Pour ces raisons, nous avons voté pour la résolution dans son ensemble.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 126 n) de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Deux délégations ont demandé à exercer leur droit de réponse. Je rappelle aux membres que les déclarations faites au titre du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Musayev (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier les délégations du Pakistan et des Philippines, ainsi que les cofacilitateurs, de leurs efforts dévoués et de leur direction avisée des négociations sur la résolution 71/249 sur la promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix. Nous sommes également reconnaissants du ferme appui des États Membres pour les résultats du septième Forum

mondial de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, tenu à Bakou au début de l'année.

Le Forum de Bakou, auquel ont participé plus de 4 000 représentants de 147 pays, dont des chefs d'État et de gouvernement, des ministres et d'autres responsables de haut niveau, ainsi que des représentants d'organisations internationales et de la société civile a assurément atteint son objectif principal de mettre en évidence le rôle de l'Alliance des civilisations en tant que plateforme mondiale pour le partage des meilleures pratiques pour vivre ensemble dans des sociétés inclusives et pour élaborer des solutions aux problèmes.

Il n'y a rien de surprenant à l'échec des tentatives absurdes et insensées faites par l'Arménie pour remettre en question le septième Forum de l'Alliance des civilisations, tenu en Azerbaïdjan, ainsi que ses résultats. Nous espérons que l'Arménie tirera des enseignements des résultats du vote sur l'initiative qui vient d'avoir lieu. En réalité, les idéaux et les principes de l'Alliance des civilisations, tels que les notions de dialogue interculturel et interreligieux et la culture de la paix, sont étrangers à l'Arménie. Dans le cas contraire, ce pays ne serait pas devenu un État monoethnique en expulsant tous les non-Arméniens. L'Arménie a appliqué les mêmes politiques et pratiques consistant à créer des zones ayant subi un nettoyage ethnique dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan.

Selon le représentant de l'Arménie, l'escalade survenue en avril le long de la ligne de contact a empêché son pays de participer au septième Forum mondial de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, il a oublié d'ajouter que cette escalade est le résultat direct de la politique d'agression menée par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan. En fait, le 2 avril au matin, les forces armées arméniennes ont intensifié leurs attaques depuis leurs positions situées dans les territoires occupés, soumettant les forces armées azerbaïdjanaises se trouvant le long de la ligne de contact et les zones densément peuplées voisines sous contrôle azerbaïdjanais à des tirs nourris d'artillerie lourde et d'armes de gros calibre.

Du fait de ses attaques et des hostilités ultérieures de l'Arménie, 34 villes et villages situés le long de la ligne de front ont été bombardés, faisant des victimes parmi les civils et les soldats des forces armées azerbaïdjanaises, tandis que des biens privés et publics, y compris des résidences, des écoles et des jardins d'enfants, ont été détruits ou endommagés. Les actions de l'Arménie et la déclaration faite par la délégation de

ce pays ont une fois de plus démontré qu'au lieu d'être un partenaire pour la paix, ce pays a choisi le sentier de la guerre.

M. Samvelian (Arménie) (*parle en anglais*) : Je n'avais pas l'intention d'exercer mon droit de réponse, mais le représentant de l'Azerbaïdjan ne m'a pas donné d'autre choix. Pour m'assurer de ne pas faire digression, je vais lire la déclaration faite par le Ministère arménien des affaires étrangères concernant le septième Forum mondial de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies le 20 avril.

« Aux premières heures du 2 avril 2016, l'Azerbaïdjan a déclenché des opérations offensives à grande échelle contre le Haut-Karabakh, violant en cela les accords trilatéraux de 1994 sur un cessez-le-feu et de 1995 sur la consolidation du cessez-le-feu, signés par l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh et l'Arménie, et qui ne sont pas limités dans le temps. L'Azerbaïdjan a violé les principes fondamentaux du droit international et les décisions et déclarations adoptées lors des sommets et conseils des ministres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), passant ouvertement outre aux déclarations des Présidents des pays coprésidents du Groupe de Minsk – la Fédération de Russie, les États-Unis d'Amérique et la France – sur le règlement du conflit au Haut-Karabakh.

Dès le début de l'offensive azerbaïdjanaise, les infrastructures et la population civiles, y compris des enfants et des personnes âgées, ont été prises pour cibles intentionnellement et sans discrimination. Parmi les premières victimes civiles se trouvaient un garçon de 12 ans, tué devant une école lors d'une attaque au missile Grad, ainsi que deux autres écoliers, qui ont été blessés. Trois personnes âgées, dont une femme de 92 ans, ont été violemment torturées, mutilées et tuées. En outre, trois soldats des forces armées du Haut-Karabakh, faits prisonniers, ont été décapités par les forces armées azerbaïdjanaises à la manière de Daech, acte qui a par la suite été célébré dans les villes et villages et mis en avant sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, lors d'un échange de dépouilles entre le Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan, réalisé grâce à la médiation du Comité international de la Croix-Rouge et du

Bureau du représentant personnel du Président en exercice de l'Organisation pour la coopération islamique, il a été noté que les corps transférés du côté azerbaïdjanais portaient des signes de tortures et de mutilations.

Ces actes barbares commis par l'Azerbaïdjan, qui vont au-delà des normes fondamentales du comportement civilisé, constituent des violations des instruments internationaux fondamentaux, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'autres documents, y compris les Conventions de Genève de 1949 et de 1977. L'Azerbaïdjan continue de manifester un mépris total du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Les violations persistantes des droits de l'homme en Azerbaïdjan se manifestent par des agressions contre les représentants de la société civile, les médias et les défenseurs des droits de l'homme et par leur emprisonnement. Tout comme ce pays cherche à semer l'intolérance et la haine contre l'Arménie, il fournit un terrain fertile aux aventuriers militaires criminels du régime azerbaïdjanais.

Tandis que les participants s'apprêtaient à assister au septième Forum mondial de l'Alliance des civilisations, les forces armées azerbaïdjanaises continuaient de violer le cessez-le-feu, causant de nouvelles pertes en vies humaines. Depuis le début de l'agression azerbaïdjanaise, il y a eu des centaines de morts et de blessés, y compris des civils. Ces événements montrent toute l'absurdité qu'il y a à appeler de ses vœux un monde plus pacifique, davantage d'inclusion sociale et un plus grand respect entre les personnes d'identité culturelle ou religieuse différente dans un pays qui commet des actes barbares et tue à quelques centaines de kilomètres à peine du lieu où se tient le Forum. C'est un affront à l'image et à l'intégrité de l'Alliance. Dans ces circonstances, la tenue du Forum en Azerbaïdjan – un pays qui viole de façon flagrante les buts, principes et valeurs de l'Alliance des civilisations – aurait dû être annulée.

L'Arménie reste un ami de l'Alliance, attaché à ses objectifs. Toutefois, compte tenu

des circonstances, l'Arménie n'a pas adhéré au consensus sur la déclaration du septième Forum mondial de l'Alliance des civilisations, et en l'absence d'un consensus, la Déclaration ne peut être adoptée. L'Arménie rejette le septième Forum tenu à Bakou dans son intégralité, y compris les textes qui en sont issus. »

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Azerbaïdjan.

M. Musayev (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Les observations que nous venons d'entendre de la part du représentant de l'Arménie sont pleines de falsifications, de distorsions et d'interprétations erronées, et montrent à quel point l'Arménie est loin de s'engager dans un processus de paix constructif dans notre région. En réalité, l'Arménie préparait une offensive bien avant avril de cette année, et préparait le terrain en vue de couvrir ses actes de provocation. Il existe un grand nombre de preuves attestant de ces préparatifs que nous sommes prêts partager avec toutes les délégations intéressées.

Les allégations selon lesquelles, durant l'escalade en avril, l'Azerbaïdjan ciblait des civils et des zones d'habitation sont sans fondement et constituent une nouvelle tentative de détourner l'attention de la communauté internationale des atrocités et autres crimes de guerre commis par les forces armées de l'Arménie pendant le conflit. Comme chacun le sait, le 10 avril, le Comité international de la Croix-Rouge a facilité un transfert des dépouilles des personnes tuées au combat à la suite de l'escalade. Les examens médicaux effectués ultérieurement ont relevé que les corps de certains soldats azerbaïdjanais présentaient de nombreux signes de mutilation post-mortem.

Les observations faites par le représentant de l'Arménie sur les droits de l'homme et la démocratie en Azerbaïdjan ne résistent pas à la critique. Forts de leur expérience et de leur habileté dans l'exercice de représailles sanglantes contre la population azerbaïdjanaise pacifique pendant le conflit, plus d'une fois les plus hauts dirigeants de l'Arménie ont eu

recours aux méthodes les plus cruelles possibles contre les opposants politiques dans leur propre pays, et il existe suffisamment de faits pour le prouver. Au lieu de parler des droits de l'homme dans d'autres pays, le Gouvernement arménien devrait procéder à une certaine auto-évaluation, reconnaître les méthodes violentes qu'il utilise pour réprimer les opposants politiques dans son propre pays et entendre les déclarations des organismes des Nations Unies et autres organisations internationales qui se déclarent vivement préoccupés par l'esprit d'intolérance qui règne en Arménie et par ses politiques et pratiques discriminatoires à l'égard des minorités ethniques et religieuses, des réfugiés et des demandeurs d'asile, des femmes et des enfants.

Je suis convaincu que la communauté internationale aimerait davantage entendre la délégation arménienne parler des véritables problèmes auxquels le pays est confronté sur le plan socioéconomique, ainsi que du déclin important des principaux secteurs de son économie ces dernières années. En réalité, en ignorant les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, en continuant à occuper illégalement le territoire de l'Azerbaïdjan, en niant délibérément le droit de plus d'un million de réfugiés et de déplacés azerbaïdjanais à rentrer chez eux, en poursuivant des idéologies racistes et une mauvaise interprétation des normes fondamentales et des principes du droit international, l'Arménie montre clairement qu'elle sape réellement la paix, la sécurité et la stabilité dans la région.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Arménie.

M. Samvelian (Arménie) (*parle en anglais*) : Je serai bref. L'Arménie est bien prête à répondre aux accusations dénuées de sens qui viennent d'être proférées contre elle, mais pour l'amour de la bonne conduite aujourd'hui de la plénière de l'Assemblée générale, qui a un objectif complètement différent, je vais me limiter à la déclaration que j'ai faite plus tôt.

La séance est levée à 11 h 30.